



DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Ville de Vincennes

DOSSIER : N° PD 094 080 22 00003
Déposé le : **12/05/2022**
Dépôt affiché le : **12/05/2022**
Demandeur : **VINCEM**
Représentée par : **M. Brunetti Jean-Paul**
Demeurant : **2 rue de l'église à Vincennes**
Nature des travaux : **Démolition totale**
Sur un terrain sis à : **125 avenue de la République à Vincennes (94300)**
Référence(s) cadastrale(s) : **C 115**

ARRÊTÉ N° A - 22 - 386

accordant un permis de démolir
au nom de la commune de Vincennes

Le Maire de la Commune de Vincennes

VU la demande de permis de démolir présentée le 12 mai 2022 par VINCEM, représentée par Monsieur Jean-Paul BRUNETTI,

VU l'objet de la demande

- pour la démolition totale du pavillon existant ;
- sur un terrain situé 125 avenue de la République

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 30 mai 2007, modifié les 30 septembre 2009, 29 septembre 2010, 29 juin 2011, 18 décembre 2013, 29 mars 2016, 30 janvier 2017 et le 1er octobre 2019,

VU le règlement sanitaire départementale approuvé par arrêté préfectoral le 26 février 1985,

VU l'avis favorable avec observations du service métropolitain de l'architecture et du patrimoine - pôle 94 en date du 31 mai 2022.

VU l'avis favorable avec prescriptions de la Direction de l'Espace Public et du Cadre de Vie (DEPCV), en date du 17 mai 2022.

VU l'avis favorable avec prescriptions de la Direction des transports, de la voirie et des déplacements du Val de Marne, en date du 9 juin 2022.

ARRÊTE

ARTICLE I

Le présent Permis de démolir est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article II.

ARTICLE II

Le pétitionnaire devra conformément au Règlement Sanitaire Départemental précité :

- **Faire procéder à la dératisation préalablement à toute exécution, combler tous les vides (caves, cuves, etc).**
- **Prendre toute mesure de sécurité lors de l'abandon des différents réseaux, ainsi que les mesures de protection nécessaires contre la production et la dispersion des poussières.**

Compte tenu de l'engagement de Vincennes en matière de développement durable et dans le cadre des actions, visées au titre de l'agenda 21 :

- **Prendre les dispositions nécessaires au tri et recyclage des déchets de chantier.**

Le pétitionnaire se conformera à l'avis de la Direction de l'Espace Public et du Cadre de Vie (DEPCV) :

- **L'entreprise chargée des travaux de démolition devra se rapprocher de la DEPCV un mois avant le commencement des travaux pour présenter un Plan d'installation de chantier et obtenir toutes les autorisations en matière de voirie nécessaires pour protéger les abords.**

Le pétitionnaire se conformera à l'avis de la Direction des transports, de la voirie et des déplacements du Val de Marne :

- **Pendant la phase de démolition, toutes les dispositions devront être prises pour la protection et la préservation des arbres situés en amont du chantier.**



Vincennes, le 19 JUIL. 2022
Charlotte LIBERT-ALBANEL,

Maire de Vincennes
Conseillère Régionale d'Ile-de-France.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.